



<http://comaguer.over-blog.com>

AU FIL DES JOURS ET DES LECTURES N° 213

04 mars 2018

L'arrivée à la présidence de l'Afrique du Sud du milliardaire et ancien syndicaliste Cyril Ramaphosa vient de rappeler assez cruellement que la direction politique du pays par l'ANC depuis 1994 n'a pas modifié profondément les rapports de classe dans ce pays et que les revendications de transformation sociale portées par les combattants de la lutte anti-apartheid sont restées lettre morte .

Il nous a paru, à cette occasion, intéressant de traduire le texte d'un discours du grand journaliste australien JOHN PILGER prononcé en 2014 en Afrique du Sud. Il a prononcé en Novembre 2017 un discours très semblable avec les mêmes précisions sur l'histoire interne de l'ANC mais dont le texte n'a pas été transcrit (pour les anglophones la vidéo de la conférence de 2017 est disponible sur -

https://cdnapisec.kultura.com/index.php/extwidget/preview/partner_id/1054541/uiconf_id/28132631/entry_id/1_ssfvwx4t/embed/dynamic

- JOHN PILGER s'y exprime très clairement et très posément).

PILGER décrit bien le moment historique précis - les années 85 - où l'apartheid devient un obstacle au développement du capitalisme sud-africain qui a été protégé sans relâche par le grand capital étasunien et à son insertion dans le mouvement général de néo libéralisation de l'économie mondiale (années REAGAN THATCHER) qui sera matérialisé par la chute de l'URSS.

Le Parti communiste sud-africain allié historique de l'ANC ne s'opposera pas à l'évolution de l'ANC. Il est vrai qu'à l'époque le mouvement communiste international est dans un très grand état de faiblesse. Malgré ce, à l'inverse de Mandela et de Ramaphosa, Chris Hani le dirigeant du PC sud africain sera assassiné dès sa sortie de prison.

George Soros plus tard affirmera que l'ANC au pouvoir a fait rentrer l'Afrique du Sud dans l'économie de marché, « elle est maintenant entre les mains du capital international ».



Afrique du Sud : 20 ans d'apartheid sous un autre nom - 13 avril 2014

Sur mon mur à Londres est ma photo préférée de l'Afrique du Sud. Toujours fascinant à voir, cette image de Paul Weinberg où une femme seule debout entre deux véhicules blindés, les infâmes "hippos", qui roulaient dans Soweto. Ses bras sont levés, poings serrés, son corps mince attirant à la fois l'attention et défiant l'ennemi.

C'était le premier mai 1985, le dernier grand soulèvement contre l'apartheid avait commencé. Douze ans plus tard, mes trente ans d'interdiction d'Afrique du Sud enfin levés, j'eus un pincement de cœur au moment de débarquer à l'aéroport Jan Smuts quand je tendis mon passeport à l'agent de l'immigration noire. "Bienvenue dans notre pays", dit-elle.

J'ai rapidement découvert qu'une grande partie de l'esprit de la résistance incarné dans cette femme courageuse de Soweto avait survécu, avec un ubuntu *qui a appelé l'ensemble de l'humanité africaine, la générosité et l'ingéniosité politique - par exemple, dans la résolution digne de ceux que je regardais former un mur humain autour de la maison d'une veuve menacée d'être privée d'électricité, et leur refus des "maisons RDP" qu'ils ont appelé "cages" ; et dans les manifestations de masse palpitantes des mouvements sociaux qui sont parmi les plus sophistiqués et dynamiques dans le monde.

Au vingtième anniversaire du premier vote démocratique le 27 avril 1994, c'est cette résistance, cette force de la justice et du vrai progrès démocratique, qui devrait être

célébrée, alors que sa trahison et son gaspillage devraient être compris et susciter une réaction.

Le 11 février 1990, Nelson Mandela est sorti sur le balcon de l'Hôtel de Ville du Cap avec le leader des mineurs Cyril Ramaphosa qui le soutenait. Enfin libre, il a parlé à des millions de personnes en Afrique du Sud et dans le monde. C'était le moment, une fraction de seconde aussi rare et puissante que n'importe quel autre dans le combat universel pour la liberté. Il semblait que la Puissance morale et la puissance de la justice pouvaient triompher de tout, de toute orthodoxie. "C'est le moment d'intensifier la lutte", a déclaré Mandela dans un discours fier et mordant, peut-être son meilleur, ou le dernier de ses meilleurs discours

Le jour suivant, il apparut comme se corrigeant lui-même. La règle de la majorité ne ferait pas de noirs des "dominants". Le recul s'est accéléré. Il n'y aurait pas de propriété publique ni des mines, ni des banques ni des monopoles industriels rapaces, pas de démocratie économique, comme il l'avait promis avec les mots : "un changement ou modification de notre point de vue à cet égard est inconcevable".

Rassurant L'establishment blanc et ses alliés étrangères dans les affaires – la véritable orthodoxie et le copinage qui avaient construit, entretenu et renforcé l'apartheid fasciste – sont devenus le programme politique de la "nouvelle" Afrique du Sud.

Des accords secrets ont facilité cette évolution. En 1985, l'apartheid avait subi deux catastrophes : la bourse de Johannesburg s'était effondrée et le régime ne pouvait plus rembourser sa dette étrangère. En septembre de la même année, un groupe dirigé par Gavin Relly, président de l'Anglo-American Corporation, a rencontré Oliver Tambo, président de l'ANC, et d'autres agents de la guerre de libération dans la région de Mfuwe en Zambie.

Le message de Relly était qu'une "transition" de l'apartheid à une démocratie électorale noire n'était possible que si "l'ordre" et "la stabilité" étaient garantis. C'était le code libéral pour un État capitaliste dans lequel la démocratie sociale et économique ne serait jamais une priorité. L'objectif était de diviser l'ANC entre les "modérés" avec qui ils pouvaient "faire affaire" (Tambo, Mandela et Thabo Mbeki) et la majorité qui composait l'United Democratic Front (Front Uni Démocratique-FUD) et se battait dans les rues.

La trahison du FUD et de ses composantes les plus efficaces, telles que l'Organisation Civique National, est aujourd'hui une histoire secrète poignante.

Entre 1987 et 1990, l'ANC dirigé par Mbeki a rencontré une vingtaine de membres éminents de l'élite afrikaner à un château près de Bath, en Angleterre. Autour de la cheminée à Mells Park House, ils buvaient du vin millésimé et du whisky de malt. Ils blaguaient en mangeant du raisin "illégal", d'Afrique du Sud alors soumis à un boycott mondial, "c'est un monde civilisé », se rappelle Terreblanche Mof agent de change, et ami de F.W. De Klerk. "Si vous prenez un verre avec quelqu'un... et encore un autre... cela apporte de la compréhension. Vraiment, nous sommes devenus amis."

Ces réunions conviviales ont été si secrètes que personne à l'exception d'un petit nombre de dirigeants de l'ANC n'en connaissait l'existence. Les premiers à évoluer furent ceux qui ont profité de l'apartheid, comme le géant minier britannique Consolidated Goldfields, qui régla l'addition à Mells Park House. Le point le plus important discuté autour de la cheminée

était de savoir qui contrôlerait le système économique derrière la façade de la "démocratie".

Dans le même temps, Mandela menait ses propres négociations secrètes dans la prison de Pollsmoor. Son principal contact était Neil Barnard, un vrai apôtre de l'apartheid qui a dirigé le Service national de renseignement. Des Confidences furent échangées, des garanties recherchées. Mandela a téléphoné à P.W. Botha pour son anniversaire ; le Groot Krokodil l'a invité à prendre le thé et, comme Mandela l'a noté, il a lui même servi le thé à son prisonnier. "Je suis sorti » a déclaré Mandela, « avec le sentiment que j'avais rencontré un créatif, un chef d'état chaleureux qui m'a traité avec tout le respect et la dignité que je pouvais attendre."

C'était cet homme qui, comme Verwoerd et Vorster avant lui, avait envoyé toute une nation africaine dans un goulag vicieux qui était caché du reste du monde. La plupart des victimes ont été privées de justice et de reconnaissance pour cet énorme crime d'apartheid. Presque tous les verkrampptes - comme les extrémistes, « créatifs et chaleureux » comme Botha – ont échappé à la justice.

Quelle ironie que ce soit Botha qui dans les années 80 - bien avant l'ANC une décennie plus tard - qui ait démantelé l'échafaudage de l'apartheid racial et, surtout, ait organisé la promotion d'une classe de noirs riches qui jouent le rôle sur lequel Frantz Fanon avait mis en garde comme une "ligne de transmission entre la nation et un capitalisme rampant bien camouflé".

Dans les années 1980, des magazines comme EBONY, TRIBUTE et ENTERPRISE ont célébré les "aspirations" d'une bourgeoisie noire dont les deux maisons de Soweto ont été incluses dans les visites pour les étrangers que le régime visait à impressionner. "C'est notre classe moyenne noire," disaient les guides ; mais il n'y a pas de classe moyenne : simplement une classe tampon en cours de préparation, comme Fanon a écrit, pour "sa mission historique". C'est la même aujourd'hui.

Le régime Botha a même offert aux hommes d'affaires noirs de généreux prêts de la Société de développement industriel. Ceci leur a permis de créer des sociétés en dehors des "bantoustans". De cette façon, une société noire, tels que NEW AFRICA INVESTMENTS a pu acheter une partie de METROPOLITAN LIFE. En une décennie, Cyril Ramaphosa a été vice-président de ce qui était en fait une création de l'apartheid. Il est aujourd'hui un des hommes les plus riches du monde.

La transition a été, en un sens, sans couture. "Vous pouvez mettre la dessus l'étiquette que vous plait," m'a dit le président Mandela à Groote Schur. "Vous pouvez appeler ça thatchérisme, mais pour ce pays, la privatisation est la politique fondamentale."

"C'est le contraire de ce que vous avez dit avant les premières élections, en 1994," dis-je.

"Il y a un processus," fut sa réponse incertaine " et chaque processus intègre du changement."

Mandela reflétait simplement l'opinion de l'ANC - qui ressemblait à un culte obsessionnel. Il y avait tous ces pèlerinages de l'ANC à la Banque mondiale et au FMI à Washington, toutes les "présentations" à Davos, toutes ces invitations au G-8, tous les conseillers et consultants

étrangers qui vont et viennent, tous ces pseudo-rapports universitaires avec leur jargon "néolibéral" et leurs acronymes. Pour reprendre l'expression de l'écrivain comique Larry David, "un flot de babillage trompeur" a englouti les premiers gouvernements de l'ANC, et en particulier ses ministères des finances.

En mettant de côté pour un moment l'enrichissement bien connu des notables de l'ANC et les profits des trafics d'armes, l'analyste de l'Afrique Peter Robbins avait un point de vue intéressant sur ce sujet. "Je pense que la direction de l'ANC avait honte que la plupart des membres de leur peuple vivent dans le tiers monde, écrit-il. "Ils n'aiment pas à penser à eux-mêmes comme étant essentiellement une économie de style africain. Ainsi l'apartheid économique a remplacé l'apartheid juridique avec les mêmes conséquences pour les mêmes personnes, mais il est accueilli comme l'une des plus grandes réussites de l'histoire du monde."

La Commission Vérité et Réconciliation de Desmond Tutu a masqué cette réalité, en un temps très court lorsque les sociétés par actions ont été appelées au confessionnal. Ces audiences des « institutions » ont été parmi les plus importantes, mais aucune ne fut condamnée. Représentant les membres les plus voraces, les plus impitoyables, les plus rentables et les plus meurtrières de l'industrie mondiale, la Chambre de commerce des mines sud-africaines (South African Chamber of Mines) a résumé un siècle d'exploitation en six pages et demi dérisoires. Il n'y eut pas d'excuses pour les territoires de l'Afrique du Sud transformés en l'équivalent de Tchernobyl. Il n'y eut aucune promesse de compensation pour les innombrables hommes et leurs familles touchés par les maladies professionnelles comme la silicose et le mésothéliome. Beaucoup ne pouvaient pas se payer une bouteille d'oxygène ; beaucoup de familles ne pouvaient pas payer un enterrement.

Dans un accent digne de l'époque du casque à pointe, Julien Ogilvie -Thompson, l'ancien président de la l'ANGLO AMERICAN a déclaré : "Bien sûr, personne ne veut pénaliser le succès." Ceux qui l'écoutaient étaient d'anciens mineurs qui pouvaient à peine respirer.

Les gouvernements de la libération peuvent montrer des réalisations vraies et durables depuis 1994. Mais la plus élémentaire liberté, celle de survivre et de survivre décemment, n'a pas été accordée à la majorité des Sud-Africains, qui sont conscients que si l'ANC avait investi en eux et dans leur "économie informelle", ils auraient pu effectivement transformer la vie de millions d'entre eux. La terre pourrait avoir été achetée et remise en état par des dépossédés pour une agriculture à petite échelle , exécutée dans l'esprit de collaboration de l'agriculture africaine. Des millions de logements auraient pu être construits, un meilleur système de santé et une meilleure éducation auraient été possibles. Un système de crédit à petite échelle aurait pu ouvrir la voie à des biens et services abordables pour la majorité. Rien de cela n'aurait nécessité l'importation d'équipements ou de matières premières, et l'investissement aurait créé des millions d'emplois. En devenant plus prospères, les collectivités auraient développé leurs propres industries et une économie nationale indépendante.

Un rêve ? L'inégalité brutale qui aujourd'hui caractérise l'Afrique du Sud n'est pas un rêve. C'est Mandela, après tout, qui a dit, "si l'ANC ne fournit pas les biens, le peuple doit faire ce qu'il a fait au régime de l'apartheid."

* Le mot **ubuntu**, issu de [langues bantoues](#) du [sud de l'Afrique](#), désigne une notion proche des concepts d'[humanité](#) et de [fraternité](#). En [Afrique du Sud](#), ce terme a été employé, notamment par les prix Nobel de la paix [Nelson Mandela](#) et [Desmond Tutu](#), pour dépeindre un idéal de société opposé à la ségrégation durant l'[Apartheid](#), puis pour promouvoir la [réconciliation nationale](#). Source wikipedia